

<http://gec.venissieux.org/Macron-promesse-d-une-offensive-austeritaire>



Macron, promesse d'une offensive austéritaire

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : mardi 27 juin 2017

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Le président de la République fraîchement élu, Emmanuel Macron, a beau avoir fait campagne sur le renouvellement de la vie politique, la feuille de route qu'il affiche s'inscrit bien dans la droite lignée de celle de ses prédécesseurs à l'Élysée.

En effet, après les quinquennats Sarkozy et Hollande marqués par des baisses drastiques de dotations aux collectivités locales, les communes se préparent à devoir affronter une nouvelle offensive austéritaire ces cinq prochaines années.

Bien sûr, Emmanuel Macron - qui n'a jamais exercé de mandat local - tente de rassurer élus et administrés, jurant que non seulement les 60 milliards d'euros de baisse de la dépense publique - dont 10 milliards uniquement pour les collectivités - seront indolores, mais qu'ils pourraient en plus être conjugués à un renforcement de certains secteurs de la fonction publique.

Le nouveau président de la République s'engage par exemple à réduire les effectifs à douze élèves par classe en CP et CE1 dans les écoles classées REP et REP+. Un objectif évidemment louable mais qui se heurte à des obstacles très concrets : où mettre ces nouvelles classes alors que nombre d'écoles sont déjà en tension au niveau de leurs locaux ? Comment croire que l'installation d'algecos dans les cours de récréation relève d'un dispositif éducatif pérenne ? Afin de pourvoir les besoins en enseignants, Emmanuel Macron prévoit certes de créer 5000 postes, mais il compte aussi sur 7000 redéploiements dont les 5000 enseignants qui étaient jusque là affectés sur le dispositif « plus de maîtres que de classes », qui disparaîtrait ainsi alors que celui-ci avait fait ses preuves pour accompagner les élèves en difficulté. Un retour en arrière décrié par les syndicats d'enseignants. Alors que le nouveau président de la République entend par ailleurs supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'Etat, comment croire que les moyens qui seront concentrés sur les classes de CP et CE1 ne vont pas servir de mesure d'affichage pour camoufler les carences en enseignants dans les autres niveaux ?

Le président de la République avait également bien mis en avant dans ses promesses de campagne l'exonération de 80% des contribuables de la taxe d'habitation, l'un des leviers pourtant essentiels de l'autonomie financière des communes. Face à l'opposition des maires, Emmanuel Macron a promis que l'Etat compenserait intégralement le manque à gagner. Mais là encore, comment croire que ces promesses seront tenues quand l'exécutif entend réduire les dépenses de 60 milliards d'euros sur les cinq prochaines années ?

Cette mise au pas des communes que le nouveau président de la République entend accélérer est d'ailleurs clairement assumée. A ce titre, Emmanuel Macron compte bien amplifier la logique de métropolisation - qui éloigne un peu plus le processus décisionnel des citoyens - sur le modèle de la métropole de Lyon porté aussi bien par ses amis Gérard Collomb et Michel Mercier que par Edouard Balladur.

Pour le reste, le nouveau chef de l'Etat veut imposer 70 000 à 75 000 suppressions d'emplois aux collectivités en les incitant à ne pas remplacer les départs en retraite.

Pourtant, comme le rappelait justement le maire UDI de Sceaux et secrétaire général de l'Association des maires de France, Philippe Laurent, dans une interview donnée à la Gazette des communes vendredi dernier : « Il n'y a pas de marges en matière d'effectifs dans les collectivités ».

Ce qui n'empêche pas Emmanuel Macron de vouloir dans le même temps étendre les amplitudes horaires des services publics, par exemple en faisant ouvrir les bibliothèques le dimanche. Pas étonnant de la part de cet ardent défenseur du travail dominical, qui a permis à tant de grands groupes privés d'imposer à leurs salariés de travailler le

dimanche et le soir, désorganisant leur vie sociale et familiale, pour de maigres compensations qui fondent à mesure que ces horaires censés être atypiques se banalisent.

En vérité, le projet que porte Emmanuel Macron dans le public, c'est exactement le même que celui qu'il défend dans le privé, le même que celui de la droite dite dure de François Fillon qui voulait simplement aller plus vite : une casse des acquis sociaux et le travailler plus pour gagner pareil, avec à la clé une régression sociale pour tous. En franchissant au passage un seuil dans le renforcement de la monarchie présidentielle de la Ve République en ayant d'ores et déjà annoncé qu'il légifèrerait sur la casse du Code du Travail par ordonnance.

Car pour espérer faire plus avec moins d'agents, quelle autre solution que d'attaquer leurs statuts et leurs rémunérations, et de dégrader la qualité du service public ? Une menace clairement annoncée par le nouveau président de la République : suppression de la hausse uniforme du point d'indice avec l'idée de mettre la pression aux collectivités pour que ce soient elles qui répercutent les exigences austéritaires de l'Etat, augmentation du temps de travail, recours accru aux contractuels, détérioration des régimes de retraite des fonctionnaires.

L'alliance du socialiste Gérard Collomb avec la droite de Michel Mercier pour créer la métropole n'était pas conjoncturelle. Sa logique apparait avec Macron et ce premier ministre Edouard Philippe, qui a lui aussi commencé comme socialiste avant de passer au centre, puis à l'UMP avec Juppé. Autrement dit, c'est bien la droite qui est au gouvernement, une droite qui se fait croire au centre comme M. Hollande se faisait croire de gauche.

C'est pourquoi toutes ces menaces doivent inciter non seulement les élus, mais aussi les agents et les citoyens de nos communes à se mobiliser ensemble pour rappeler que les services publics ne sont pas une charge ou un coût mais une richesse indispensable pour répondre aux besoins de la majorité de nos concitoyens.